

Faire face au changement :

les impacts genrés des changements
climatiques et environnementaux sur la mobilité
des éleveur·euse·s du Nord du Sénégal

Rapport de recherche MMC,
Décembre 2024



Crédit photo de couverture :

© Sylvain Cherkaoui / FAO.

24 Juillet 2024, Bousra Ndawène, Senegal. Une éleveuse traite une vache dans le village de Bousra Ndawène.

Remerciements

Écrit par : Hannah Rae Armstrong

Coordonné par : Thibaut Girault

Collecte des données : Mady Camara, Hannah Rae Armstrong

Correcteur-réviseur : Anthony Morland

Revu par : Aurélia Donnard (MMC), Thibaut Girault (MMC), Chloe Sydney (MMC), Jennifer Vallentine (MMC), Kerstin Tröster (SDC), Cheikhal Khadim Mboup (SDC)

Mise en page et conception : Simon Pegler

Citation suggérée : Mixed Migration Centre (2024), *Faire face au changement : les impacts générés des changements climatiques et environnementaux sur la mobilité des éleveur·se·s du Nord du Sénégal*. Available at: mixedmigration.org

Le projet est financé par la Direction du développement et de la coopération (DDC). Les informations et les opinions exprimées dans ce rapport sont toutefois celles des auteurs et du Mixed Migration Centre (MMC) et ne reflètent pas nécessairement l'opinion officielle de la Direction du développement et de la coopération, du Conseil Danois pour les Réfugiés (DRC) ou de l'un des donateurs qui soutiennent le travail du MMC. La responsabilité du contenu de ce rapport incombe entièrement au MMC

A propos du MMC

MMC est un réseau mondial engagé dans la collecte de données, la recherche, l'analyse et le développement de politiques et de programmes sur la migration mixte, avec des centres régionaux en Afrique, en Asie et dans le Pacifique, en Europe et en Amérique latine, et une équipe mondiale basée à Copenhague, Genève et Bruxelles.

Le MMC est une source majeure de données, de recherches, d'analyses et d'expertise indépendantes et de haute qualité. Le MMC a pour objectif d'améliorer la compréhension des migrations mixtes, d'avoir un impact positif sur les politiques migratoires mondiales et régionales, de fournir des réponses de protection fondées sur des données probantes pour les personnes en déplacement et de stimuler la réflexion dans les débats publics et politiques sur les migrations mixtes. Le MMC met l'accent sur les droits humains et la protection de toutes les personnes en déplacement. Le MMC fait partie du Conseil danois pour les Réfugiés (DRC).

Pour plus d'informations, visitez : mixedmigration.org et abonnez-vous à la [newsletter du MMC](#).

Suivez-nous sur BlueSky [@mixedmigration.org](#), X [@Mixed_Migration](#) et LinkedIn [@mixedmigration-centre](#).

Table des matières

Remerciements	3
Principales conclusions	5
1. Introduction	7
2. Le cadre conceptuel du MMC	8
3. Méthodologie	9
4. Contexte du Ferlo	11
4.1 Le Ferlo : conservation, pastoralisme et patrimoine Peul	11
4.2 Gouvernance inéquitable des ressources et perturbations de la mobilité dans le Ferlo	11
4.2.1 Politiques de gestion des ressources et de sédentarisation	11
4.2.2 Disparités dans l'accès aux ressources et leur impact sur les résultats en matière de mobilité	12
4.2.3 La migration en tant que stratégie d'adaptation au changement climatique et environnemental	12
5. Résultats de recherche	14
5.1 Mobilité : la migration offre de nouveaux avantages mais aussi de nouveaux risques	14
5.1.1 Trouver un équilibre entre les besoins croissants de mobilité et les options limitées de migration saisonnière à proximité	14
5.1.2 Kédougou offre aux éleveur·euse·s de multiples avantages	14
5.1.3 L'élevage comme activité commerciale est-il compatible avec son mode de vie traditionnel ?	16
5.1.4 Les éleveur·euse·s sont confronté.e.s à de nouveaux défis environnementaux à Kédougou	17
5.1.5 Les éleveur·euse·s migrant à Kédougou ne disposent pas de réseaux établis pour assurer une représentation efficace face aux défis	18
5.1.6 Menaces pour la cohésion sociale : climat de suspicion et tensions avec les communautés d'accueil	19
5.2. L'immobilité involontaire : les femmes éleveuses qui restent sur place	20
5.2.1 L'exclusion des femmes des migrations saisonnières de longue distance	20
5.2.2 Décider qui part et qui reste	21
5.2.3 L'éducation des enfants comme frein à la mobilité des femmes	23
5.2.4 Les coûts de l'immobilité	24
5.2.5 Systèmes de soutien dirigés par des femmes	26
6. Conclusion	27
7. Annex 1 – Description détaillée de l'échantillon	28

Tableaux et figures

Figure 1. Cadre conceptuel de la mobilité induite par le climat	8
Tableau 1. Profil des répondant·e·s	9
Tableau 2. List of key informant interviews	28
Tableau 3. List of respondents in Kédougou	28
Tableau 4. List of respondents in the Ferlo	29
Carte 1. Lieux de collecte des données	10

Principales conclusions

Cette étude de cas explore les schémas de mobilité et d'immobilité induits par les changements climatiques et environnementaux chez les hommes et les femmes éleveur·euse·s des villages de la région du Ferlo, dans le Nord du Sénégal, en mettant en évidence leurs migrations saisonnières prolongées et de plus en plus éloignées vers la région de Kédougou, dans le Sud-Est du pays. Cette recherche est basée sur des données primaires collectées par le biais d'entretiens semi-structurés et de discussions de groupe avec 133 éleveur·euse·s dans les zones d'origine et de destination, ainsi que sur 8 entretiens avec des informateur·ice·s clés et une revue de la littérature.

Les facteurs environnementaux, l'accès inégal aux ressources et l'instabilité obligent les éleveur·euse·s à passer d'une migration saisonnière courte à des voyages plus longs vers le Sud.

- **Les éleveur·euse·s du Ferlo entreprennent des migrations saisonnières de plus en plus longues et lointaines à mesure que l'accès aux pâturages locaux et à l'eau diminue.** Alors que la mobilité a toujours été leur principale stratégie d'adaptation aux pressions environnementales, l'intensification des effets du changement climatique et la gouvernance inégale des ressources dans le Ferlo obligent désormais les éleveur·euse·s à réagir par des choix forcés en matière de mobilité, et à rechercher des ressources plus éloignées, parfois pendant neuf ou dix mois.
- **Les destinations traditionnelles et proches de la migration saisonnière sont également de plus en plus limitées par des facteurs de stress environnementaux**, tels que la déforestation à Tambacounda. En outre, **l'insécurité au Mali** a encore réduit la viabilité des itinéraires de transhumance transfrontaliers.

Bien que les éleveur·euse·s soient contraint·e·s de migrer plus au Sud, ils/elles rencontrent de nouvelles opportunités d'adaptation...

- **La mobilité saisonnière vers le Sud crée de nouvelles opportunités économiques pour les éleveur·euse·s, renforçant ainsi leurs capacités d'adaptation.** Le Sud-Est de la région de Kédougou offre d'abondants pâturages et ressources en eau, ainsi qu'une économie locale dynamique soutenue par l'exploitation minière de l'or et le commerce transfrontalier. La présence de marchés de bétail, où les prix sont attractifs, permet aux éleveur·euse·s de diversifier leurs sources de revenus. Par conséquent, de nombreux·ses éleveur·euse·s se lancent dans le commerce, tirant parti de ces opportunités pour améliorer leurs moyens de subsistance.
- **En réponse aux nouvelles opportunités économiques à Kédougou, certain·e·s éleveur·euse·s ont choisi d'y établir une résidence plus permanente.** Les réseaux intracommunautaires contribuent à faciliter l'intégration rapide des nouveaux arrivant·e·s et à soutenir leur intégration économique. Certains hommes éleveurs envisagent de rester et d'investir localement, illustrant une nouvelle forme d'immobilité volontaire, qui modifie la pratique et la culture de l'élevage.

...mais aussi de nouveaux risques.

- **Les éleveur·euse·s sont confronté·e·s à de nouveaux défis environnementaux à Kédougou, notamment la dégradation de l'environnement, la déforestation et la pollution chimique de l'eau, ainsi que les tensions avec les agriculteur·ice·s au sujet de l'empiètement sur les terres.** Cela souligne leur vulnérabilité continue aux facteurs de stress environnementaux qui les ont poussés initialement à migrer plus loin.

Les facteurs climatiques et environnementaux façonnent de nouveaux schémas de mobilité en fonction du genre au sein des communautés d'éleveur·euse·s, avec une mobilité accrue chez les hommes et une immobilité involontaire chez les femmes.

- **Les rôles de genre contribuent à façonner la mobilité, les hommes se déplaçant pour des raisons de subsistance et les femmes restant sur place en raison de leurs responsabilités familiales.** Bien que les décisions relatives aux migrations saisonnières soient souvent prises collectivement, les femmes font l'expérience de l'immobilité forcée, car leur incapacité à se déplacer dérive souvent des normes de genre et de la limitation des ressources plutôt que d'un choix personnel.
- **Assurer la continuité de l'éducation de leurs enfants est l'une des principales raisons pour lesquelles de nombreuses femmes restent dans leur communauté.** Si de nombreuses femmes expriment le désir de migrer chaque saison avec leur mari, ces aspirations sont souvent éclipsées par les rôles de genre et les attentes sociales qui prévalent.
- **Alors que les hommes s'adaptent en migrant à la recherche de ressources, les femmes doivent faire face aux défis quotidiens liés aux facteurs de stress environnementaux, aux difficultés économiques et à une gouvernance inéquitable des ressources.** La mobilité des hommes a donc un impact négatif sur la capacité des femmes à générer des revenus, renforçant ainsi un cycle d'immobilité forcée pour les femmes laissées pour compte.
- **Les femmes surmontent les défis de l'immobilité en construisant des réseaux de soutien communautaires,** souvent formalisés en associations qui offrent une aide mutuelle, des ressources et des possibilités de participation politique, mettant en évidence leur capacité d'action malgré une mobilité restreinte.

1. Introduction

Les impacts du changement climatique au Sénégal affectent de plus en plus les activités humaines de manière complexe et variée.¹ Les régimes pluviométriques deviennent moins prévisibles, les pluies s'intensifiant sur des périodes plus courtes,² augmentant le risque d'inondations.³ Le raccourcissement des saisons des pluies et, par extension, l'allongement des saisons sèches entraînent des pénuries d'eau douce et perturbent les cycles agricoles, en particulier dans les zones rurales.⁴ Une étude réalisée en 2023 auprès de 400 ménages dans six régions du Sénégal a révélé que trois personnes interrogées sur quatre avaient déjà observé des changements environnementaux qui affectaient leurs moyens de subsistance.⁵ À l'avenir, les températures moyennes au Sénégal devraient augmenter de 1 à 3 degrés Celsius, tandis que le niveau des mers devrait augmenter d'un mètre d'ici 2100.⁶ Le changement climatique devrait en particulier affecter de manière significative les régions côtières et septentrionales du Sénégal, qui se caractérisent déjà par un climat désertique et chaud.⁷ Les zones rurales et urbaines continueront d'être affectées, bien que de manière différente,⁸ avec des secteurs tels que l'agriculture, l'exploitation minière, le pastoralisme et la pêche qui seront particulièrement touchés.⁹

La migration interne est un phénomène démographique bien établi au Sénégal. Elle prend diverses formes et est alimentée par plusieurs facteurs, notamment à travers la transhumance et d'autres formes de migration saisonnière entre zones rurales,¹⁰ les stratégies de diversification des moyens de subsistance et la recherche d'opportunités éducatives et économiques.¹¹ De plus en plus, les changements environnementaux interagissent avec les facteurs existants pour façonner les mouvements internes entre les régions du Sénégal. Par exemple, les sécheresses des années 1970 et 1980 marquent le début d'une urbanisation importante au Sénégal, car les communautés rurales ont été déplacées par les pertes de récoltes et ont ensuite migré vers les centres urbains, en particulier Dakar, à la recherche d'opportunités économiques.¹² Alors que les impacts du changement climatique s'aggravent dans le pays, la Banque mondiale prévoit que, d'ici 2050, la migration interne induite par le climat au Sénégal pourrait toucher jusqu'à 1 million de personnes, soit environ 3% de la population projetée pour cette année - l'un des taux les plus élevés prévus en Afrique de l'Ouest.¹³

L'élevage est un secteur vital de l'économie sénégalaise, jouant un rôle clé dans la sécurité alimentaire des ménages, l'emploi et la création de richesses. Selon les dernières statistiques officielles disponibles, en 2020, il contribuait en moyenne à 28,5% de la valeur ajoutée du secteur primaire et à 4,3% du PIB national.¹⁴ En 2023, environ 5% des travailleur·euse·s sénégalais·e·s, soit 190,000 individus, sont impliqué·e·s dans l'élevage.¹⁵ Cependant, les éleveur·euse·s sont directement affecté·e·s par les changements climatiques et environnementaux au Sénégal. De même, la cohésion sociale entre les agriculteur·ice·s sédentaires et les éleveur·se·s est de plus en plus mise à l'épreuve, ce qui peut déjà être observé dans les conflits fonciers et la concurrence pour les ressources naturelles en Afrique de l'Ouest en général,¹⁶ et au Sénégal en particulier. Ces facteurs se sont ajoutés à d'autres défis tels que l'accès inéquitable aux ressources et la dégradation de la situation sécuritaire à la frontière malienne.

Cette étude de cas explore la prise de décision en matière de migration interne parmi les éleveur·euse·s du Nord du Sénégal dans le contexte des changements climatiques et environnementaux. Elle se concentre sur les éleveur·euse·s des villages de la réserve du Ferlo,¹⁷ dont la mobilité vers la région méridionale de Kédougou est influencée par la variabilité du climat. Il examine leurs aspirations migratoires, les risques climatiques auxquels ils et elles sont confronté·e·s, et les stratégies d'adaptation dans les zones rurales d'origine et les destinations de migration semi-urbaines. Cette étude de cas se concentre sur deux thèmes principaux : comment les

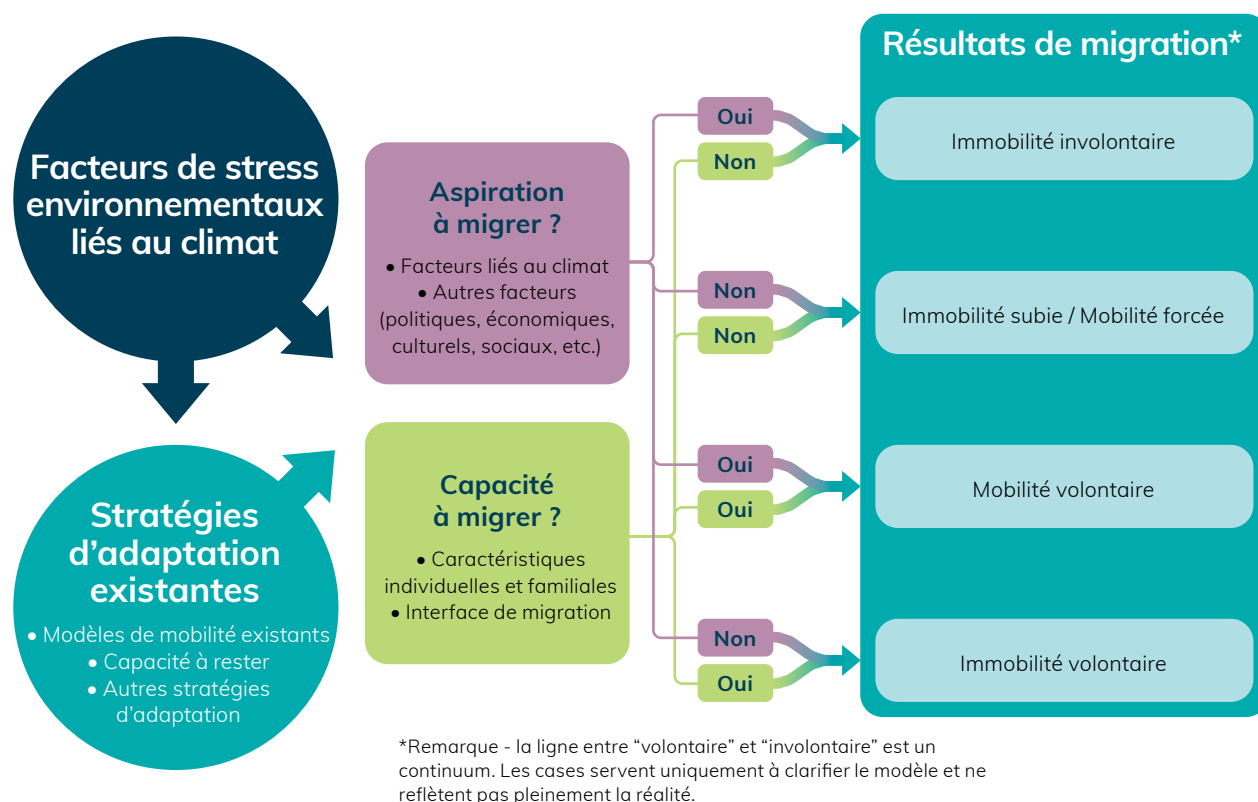
-
- 1 Tandian, A., Tall, S. M., Mohamadou Sall, & M Al Assana Samb (2011), [Climate change, adaptation strategies and mobility: evidence from four settlements in Senegal](#).
 - 2 Entretien avec un démographe affilié à une institution internationale de recherche basée au Sénégal, avril 2024.
 - 3 PFONGUE (2017), [Développement local et changement climatique. Parole de la société civile](#)
 - 4 Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (2022), [Climate Change 2022 : Impacts, Adaptation and Vulnerability Working Group II Contribution to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change](#), Chapter 9.
 - 5 OIM (2023), [Impact de la dégradation environnementale et du changement climatique sur la mobilité humaine au Sénégal. Etude dans les secteurs de l'agriculture, des mines, de la transhumance et de la pêche au Sénégal](#)
 - 6 USAID (2023), [Profil du pays sur le changement climatique au Sénégal / Climat](#)
 - 7 Groupe de la Banque mondiale (2021), [Deep dive into internal climate migration in Senegal](#)
 - 8 Entretien avec le président d'une organisation de la société civile dédiée au développement rural, mars 2024
 - 9 OIM (2023), [Op. cit.](#)
 - 10 Entretien avec un sociologue chargé de superviser le portefeuille des migrations dans une institution nationale de recherche, avril 2024. La transhumance est le déplacement saisonnier du bétail entre des lieux d'origine permanents où le pâturage n'est pas viable tout au long de l'année vers des zones offrant de meilleurs pâturages.
 - 11 Delaunay, V., Engeli, E., Franzetti, R., Golay, G., Moullet, A., & Sauvain-Dugerdil, C. (2016), [La migration temporaire des jeunes au Sénégal. Un facteur de résilience des sociétés rurales sahéliennes ?](#)
 - 12 Lalou, R., & Delaunay, V. (2015), [Migrations saisonnières et changement climatique en milieu rural sénégalais : Forme ou échec de l'adaptation ?](#)
 - 13 Groupe de la Banque mondiale (2021), [Op. cit.](#)
 - 14 République du Sénégal (2020), [Programme pour la compétitivité de l'agriculture et de l'élevage. Evaluation des systèmes environnementaux et sociaux. Rapport final.](#)
 - 15 République du Sénégal (2024), [Rapport provisoire, RGPH-5, 2023](#)
 - 16 UNOWAS (2018), [Pastoralisme et sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel](#)
 - 17 Une minorité des personnes interrogées à Kédougou étaient originaires des régions voisines du Fouta Toro et de Tambacounda, qui, bien que partageant des conditions environnementales et des schémas de mobilité similaires à ceux du Ferlo, ont des contextes historiques et administratifs distincts.

hommes éleveurs utilisent la migration interne pour s'adapter aux nouvelles contraintes liées au climat dans leur environnement, et comment cette adaptation affecte les femmes éleveuses qui restent dans leurs villages pendant les longues migrations des hommes. L'objectif de cette recherche est de contribuer à une meilleure compréhension de la mobilité et de l'immobilité climatiques dans le contexte du Sénégal, en vue d'élaborer des stratégies d'adaptation fondées sur des données probantes et tenant compte des spécificités de genre.

2. Le cadre conceptuel du MMC

Cette étude de cas vient s'ajouter au nombre croissant de travaux menés par le Centre sur la Migration Mixte (MMC) sur l'(im) mobilité induite par le climat et s'appuie sur le cadre analytique du MMC (voir figure 1),¹⁸ qui montre comment les facteurs de stress environnementaux liés au climat influencent les résultats en matière de mobilité. Les facteurs de stress environnementaux liés au climat peuvent avoir des effets directs et indirects sur les aspirations et les capacités des individus à migrer¹⁹ ; le cadre analytique explore divers résultats potentiels liés à la mobilité, y compris le risque d'immobilité involontaire, ainsi que les mouvements forcés et volontaires. Pour une explication complète du cadre conceptuel, voir le [document d'état des lieux du MMC sur la mobilité humaine induite par le climat](#).

Figure 1. Cadre conceptuel de la mobilité induite par le climat



18 MMC (2022), [Rôle des événements liés au climat et des facteurs de stress environnementaux dans les migrations en Afrique de l'Ouest et du Nord](#)

19 Hein de Haas (2021), [A theory of migration : the aspirations-capabilities framework](#), Comparative Migration Studies

3. Méthodologie

Cette étude de cas qualitative s'appuie sur des données primaires recueillies en juin et juillet 2024 auprès d'un total de 133 personnes interrogées dans le cadre de 23 entretiens individuels semi-structurés et de cinq discussions de groupe (110 participant·e·s). La collecte des données a été réalisée dans les deux zones d'origine et de destination. Le Ferlo et Kédougou ont été sélectionnés pour cette étude de cas car ils constituent respectivement une zone d'origine rurale et une destination urbaine ou semi-urbaine pour les éleveur·euse·s dont la mobilité est de plus en plus impactée par les variations climatiques.

L'échantillon comprenait un plus grand nombre de femmes (82) que d'hommes (51), principalement parce qu'un plus grand nombre de groupes de discussion (trois) ont été organisés dans les zones rurales d'origine afin d'explorer les facteurs d'immobilité spécifiques au genre. En revanche, un plus grand nombre d'entretiens semi-structurés (15) ont été menés dans les zones semi-urbaines de la destination, où les éleveur·euse·s - qui représentent une minorité de la population semi-urbaine - ont été interrogé·e·s individuellement. L'étude a comporté deux FGD et trois entretiens individuels avec un total de 38 agriculteur·ice·s à Kédougou, tandis que cinq fonctionnaires locaux ont été impliqué·e·s dans des entretiens individuels. Cette composition diversifiée des participant·e·s, comprenant un éventail de sexes, de professions et d'origines géographiques (voir le tableau 1 pour une ventilation et l'annexe 1 pour plus de détails), a été conçue pour fournir une perspective complète sur les défis posés par la migration saisonnière de longue distance à travers le continuum de la migration, y compris les personnes qui n'ont pas bougé, celles qui se sont déplacées à l'intérieur du pays, et les communautés plus larges dans les zones d'origine et de destination affectées par les changements climatiques et environnementaux.

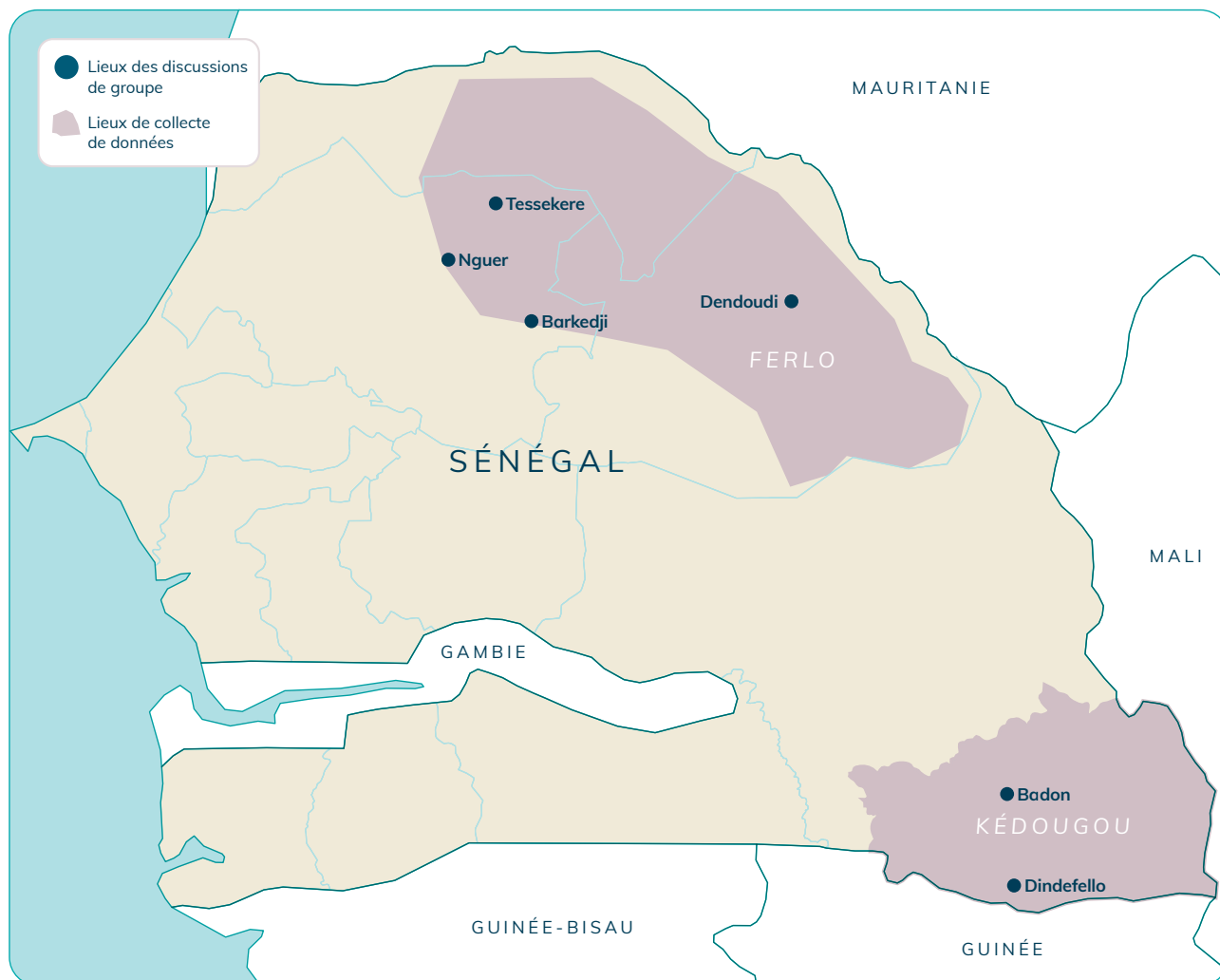
Tableau 1. Profil des répondant·e·s

		Ferlo		Kédougou	
		Entretiens individuels	FGD	Entretiens individuels	FGD
Genre	Femmes	2	70	0	10
	Hommes	6	5	15	25
	Total	8	75	15	35
Profession	Éleveur·euse	4	75	11	0
	Agriculteur·ice	0	0	3	35
	Fonctionnaire local·e	4	0	1	0
	Total	8	75	15	35

Les répondant·e·s ont été sélectionné·e·s à l'aide d'une méthode d'échantillonnage hybride qui s'appuie sur les relations et les contacts existants de l'équipe de recherche. Il s'agissait d'un échantillonnage par réseaux pour recruter les premier·e·s répondant·e·s, suivi d'un échantillonnage en boule de neige pour obtenir des recommandations pour d'autres personnes. Si cette stratégie s'est avérée particulièrement efficace pour sélectionner des lieux difficiles d'accès pour la collecte de données (voir ci-dessous), elle peut avoir entraîné une représentation limitée des personnes disposant de moins de réseaux sociaux, qui sont souvent plus vulnérables.

Les villages de la zone rurale d'origine (le Ferlo) qui font l'objet de cette étude ont été sélectionnés avec l'aide de contacts locaux pour donner un aperçu de la situation dans différentes parties de la réserve, y compris un village plus proche des routes et des marchés, un autre situé dans une partie particulièrement isolée et pauvre en ressources de la réserve, et un autre où l'abondance relative des ressources naturelles dissimule des défis permanents en matière d'accès équitable. Dans chaque village, presque tous les hommes éleveurs étaient partis en migration saisonnière, souvent à Kédougou ou ailleurs au Sénégal ou dans la sous-région.

Carte 1. Lieux de collecte des données



Cette carte est fournie à titre d'information uniquement. L'exactitude et l'exhaustivité des données relatives aux frontières ne sont pas garanties et doivent être vérifiées auprès de sources officielles.

La recherche sur le terrain s'est avérée à la fois bénéfique et difficile. À Kédougou, le climat de suspicion entourant les éleveur·euse·s les rendait souvent réticent·e·s à parler franchement, menant parfois à devoir écourter les entretiens. Dans le Ferlo, les grandes distances entre les villages ont entraîné de longs déplacements et des entretiens de courte durée pour l'équipe de recherche. Cependant, les éleveuses étaient à l'aise pour parler en groupe dans un environnement familier. Peu habituées à ce qu'on leur demande leur avis sur le climat et les migrations, elles se sont réjouies de l'occasion qui leur était donnée de partager leurs réflexions et leurs expériences.

Ce rapport s'appuie également sur une analyse documentaire approfondie de sources académiques, de rapports techniques et de notes d'information sur le changement climatique et la mobilité humaine, ainsi que sur des entretiens avec huit informateur·ice·s clés spécialisé·e·s dans le changement climatique au Sahel, l'élevage et le Ferlo (voir l'annexe 1 pour une liste des entretiens avec les informateur·ice·s clés).

4. Contexte du Ferlo

4.1. Le Ferlo : conservation, pastoralisme et patrimoine Peul

Le Ferlo est une mosaïque d'espaces protégés dans le Nord du Sénégal, initialement créés par l'administration coloniale française dans les années 1950, puis par les autorités postcoloniales dans les années 1970, pour une utilisation sylvo-pastorale de type conservatoire.²⁰ Le Ferlo couvre plus d'un tiers du territoire national, s'étendant de la vallée du fleuve Sénégal à Touba et Tambacounda dans le Sud, et chevauche les trois régions de Matam, Louga et Saint Louis. Englobant une grande partie du Ferlo, le Fouta Toro (communément appelé simplement le Fouta) est un ancien imamat et une colonie de Peuls, groupe ethnique concentré le long de la frontière fluviale entre le Sénégal et la Mauritanie.²¹ Les éleveur·euse·s peuls sont présent·e·s dans le Ferlo depuis au moins le 13^{ème} siècle, lorsqu'ils/elles ont commencé à cultiver le long de la vallée du fleuve Sénégal et à pratiquer la transhumance saisonnière entre la vallée et les mares saisonnières du Ferlo.²²

4.2. Gouvernance inéquitable des ressources et perturbations de la mobilité dans le Ferlo

4.2.1. Politiques de gestion des ressources et de sédentarisation

La gestion de l'utilisation des terres dans le Ferlo, un espace protégé pour les éleveur·euse·s, a involontairement contribué à la surpopulation et à une gouvernance inéquitable des ressources, ainsi qu'à des aspirations et des capacités de mobilité limitées. Depuis les années 1950, les administrations coloniales et postcoloniales ont cherché à optimiser l'utilisation des ressources et à gérer la mobilité dans le Ferlo. En réponse à la pénurie d'eau et de pâturages nécessaires à l'élevage, l'administration coloniale des années 1950 a tenté de sédentariser les éleveur·euse·s semi-nomades et d'accroître la production animale en forant des puits, en éliminant les animaux sauvages et en interdisant l'agriculture à des fins lucratives.²³ Ces politiques visaient à décourager les nouveaux modèles de mobilité vers les régions désignées pour l'agriculture irriguée, qui auraient pu résulter de la diminution de la disponibilité de l'eau et des pâturages. Cependant, cette sédentarisation imposée a créé une immobilité involontaire pour de nombreux·ses éleveur·euse·s semi-nomades, qui se sont retrouvé·e·s plus ancré·e·s dans des zones spécifiques délimitées par l'expansion agricole au Nord et au Sud,²⁴ limitant leur capacité à se déplacer en réponse aux changements saisonniers et environnementaux, comme ils et elles le faisaient traditionnellement. Dans les années 1970, une sécheresse particulièrement sévère a provoqué un nouveau déplacement forcé des éleveur·euse·s peuls de la vallée du fleuve Sénégal vers le Ferlo, densifiant encore le peuplement du territoire.²⁵

Les politiques de sédentarisation ont également porté atteinte aux modes traditionnels de gestion des ressources, en créant les conditions d'une surpopulation et d'une installation permanente sur un espace mieux adapté aux pâturages saisonniers.²⁶ La multiplication des petits villages s'est accompagnée d'une augmentation du nombre d'animaux, qui ont vécu plus longtemps et en meilleure santé grâce aux progrès de la médecine vétérinaire. La transhumance de la Mauritanie vers le Ferlo s'est également intensifiée en raison des saisons sèches prolongées en Mauritanie, ce qui a augmenté le nombre de têtes de bétail ayant besoin d'accéder aux pâturages et aux ressources en eau du Ferlo.²⁷ La prolifération des animaux et des petits établissements ruraux a intensifié les pressions sur les ressources naturelles du Ferlo, avec la disparition de plusieurs espèces de graminées.²⁸ Cette dégradation a encore réduit les capacités de mobilité des éleveur·se·s, les obligeant à s'adapter à un écosystème de plus en plus fragile. Bien que la documentation démographique ne précise pas le taux de croissance exact des personnes et des animaux, le nombre de forages dans le Ferlo est passé de 51 en 1957 à 320 en 2021, signe que les politiques de sédentarisation, associées aux pressions environnementales, ont poussé le Ferlo au-delà des limites écologiques sûres,²⁹ conduisant à un point critique où les aspirations et les capacités en matière de mobilité sont compromises.

20 Un système sylvo-pastoral associe un couvert arboré à des pâturages, où la présence d'arbres apporte des avantages tels que l'ombre, le fourrage et la conservation des sols, tout en permettant le pâturage du bétail. Vertigo (Octobre 2021), [Mieux comprendre la complexification de l'occupation de l'espace pastoral au Ferlo. Un prérequis pour une bonne gestion des ressources](#).

21 Al Muube (19 février 2022), [Castes et stratification sociale au Fuuta Tooro \(Mauritanie/Sénégal\)](#).

22 Vertigo (Octobre 2021), [Op. cit.](#)

23 Ces efforts visaient à attirer les éleveur·euse·s d'autres régions, à augmenter la production animale et à réduire les conflits entre agriculteur·ice·s et éleveur·euse·s en éloignant les éleveur·euse·s des zones destinées à l'agriculture irriguée. Parallèlement, l'expansion de la culture de l'arachide au sud et les développements agricoles le long de la rivière au Nord ont augmenté la concentration des éleveur·euse·s dans la réserve du Ferlo qui a été désignée comme une «zone sylvo-pastorale» réservée à leur utilisation protégée (l'agriculture de rente était explicitement interdite à l'intérieur de la zone protégée).

24 Vertigo (Octobre 2021), [Op. cit.](#)

25 CIRAD, [Etude de Cas No 2 : L'expérience des forages pastoraux au Ferlo, facteur de développement ou impasse sociotechnique et facteur de désertification ?](#)

26 CIRAD, [Op. cit.](#)

27 Oumar Sy (2010), [La transhumance transfrontalière, source de conflits au Ferlo \(Sénégal\)](#), M@ppemonde

28 Vertigo (Octobre 2021), [Op. cit.](#)

29 Land (juillet 2021), [Unpacking Decades of Multi-Scale Events and Environment-Based Development in the Senegalese Sahel : Lessons and Perspectives for the future](#).

4.2.2. Disparités dans l'accès aux ressources et leur impact sur les résultats en matière de mobilité

Les efforts visant à améliorer l'accès à l'eau comme moyen de gérer l'utilisation des ressources dans le Ferlo se sont poursuivis jusqu'à aujourd'hui, les autorités supervisant une importante campagne de forage de puits entre 2012 et 2024, et la Banque mondiale investissant dans un projet d'irrigation pluriannuel débutant en 2021 pour draguer, étendre et construire de nouveaux canaux et installer des stations de pompage.³⁰

L'augmentation des ressources en eau disponibles, en plus d'ajouter un stress supplémentaire sur l'écosystème, n'a pas bénéficié équitablement aux éleveur·euse·s. Alors que ces efforts visaient à répondre aux pressions environnementales sur la disponibilité de l'eau et des pâturages, ils ont aggravé les inégalités en matière de mobilité. Bien que les pâturages du Ferlo soient accessibles gratuitement, les points de distribution d'eau sont gérés par des comités dont la composition et le contrôle reflètent la politique locale.³¹ En raison de l'histoire complexe de la hiérarchie des castes et des récents changements dans les équilibres de pouvoir de ces structures, les différents sous-groupes du Ferlo ont des niveaux variables d'accès au pouvoir et à la représentation, et certains sont complètement marginalisés par rapport aux systèmes de gestion et de distribution de l'eau.³² La privatisation de la gestion de l'eau en milieu rural au Sénégal remplace progressivement les associations gérées par les communautés par des entreprises privées qui en sous-traitent l'exploitation. Initialement destinée à professionnaliser et à améliorer la prestation de services, cette réforme a fait l'objet de vives critiques en raison de l'augmentation importante des prix au-delà des tarifs officiels, de la baisse de la qualité de l'eau et des pénuries fréquentes. En conséquence, certains groupes sont contraints à l'immobilité, piégés dans des zones où ils n'ont qu'un accès limité aux ressources, tandis que d'autres sont poussés à la migration forcée. Certains groupes, en revanche, contrôlent des sources d'eau particulières et sont donc en mesure d'imposer des frais d'utilisation ou de refuser l'accès à d'autres groupes, obligeant ces derniers à migrer vers des zones éloignées où ils peuvent accéder plus facilement à l'eau.³³

4.2 3. La migration en tant que stratégie d'adaptation au changement climatique et environnemental

Au cours des dernières décennies, les facteurs de stress environnementaux, exacerbés par le changement climatique, ont intensifié les pressions sur l'environnement fragile du Ferlo et entravé l'accès aux ressources. Cela se traduit par des saisons des pluies plus courtes, des niveaux de précipitations plus faibles et une diminution de la biomasse liée à l'aridité et à la désertification. Les données recueillies par les satellites et les centres d'observation apportent des preuves statistiques aux récits des éleveur·euse·s sur l'augmentation récente des pressions environnementales.³⁴ Après une décennie de croissance satisfaisante des pâturages entre 2002 et 2012, l'imagerie satellite montre qu'en 2012, la production de biomasse liée à la pluviométrie dans le Ferlo a diminué de façon constante, causant de graves dommages aux prairies.³⁵ Les relevés atmosphériques effectués dans le Ferlo indiquent que le changement climatique a entraîné une diminution de l'humidité et des précipitations dans la savane semi-aride au cours des 13 dernières années. Ce phénomène a freiné la croissance des plantes habituées à une telle aridité.³⁶

L'accès insuffisant aux pâturages et à l'eau a commencé à pousser les éleveur·euse·s à emmener leur bétail dans des migrations saisonnières de plus longue durée et de plus grande distance. La mobilité est depuis longtemps la principale stratégie des éleveur·euse·s pour s'adapter aux pressions environnementales liées au changement climatique.³⁷ Mais l'intensification récente des impacts du changement climatique, aggravée par la mosaïque sous-jacente de gouvernance inéquitable des ressources (voir la section 4.2.1 ci-dessus), a conduit de nombreuses communautés supposées sédentaires du Ferlo à faire face à une pression croissante pour rechercher de l'eau et des pâturages plus abondants ou plus faciles d'accès en dehors de la réserve. Un éleveur a expliqué que si les arbres et les pâturages de son village du Ferlo étaient bien protégés, ils avaient été affectés ces dernières années par la surpopulation au point qu'«il y a plus d'animaux que d'espace». Un autre éleveur interrogé à Kédougou s'est souvenu :

«Il y a dix ans, j'ai remarqué que les pluies se faisaient plus rares. Les animaux ne mangeaient pas à leur faim et au Ferlo, il fallait payer pour avoir accès à l'eau.»

30 Office des Lacs et Cours d'Eau (juin 2021), [Projet de renforcement de la résilience des écosystèmes du Ferlo \(PREFERLO\)](#)

31 Entretien avec un dirigeant de la société civile, juillet 2024

32 Entretien avec un informateur clé de la société civile, juillet 2024. Les castes se répartissent principalement entre les nobles (Dimo/Rimbe) et une ancienne caste d'esclaves connue sous le nom de Mathioudo ou Maccube. Al Muube (19 février 2022), [Op. cit.](#)

33 Entretien avec un informateur clé, chef d'une association d'éleveurs, juillet 2024.

34 Centre de ressources virtuelles des Rivières du Sud (2020), [Variabilité et changement hydro-climatiques dans le bassin versant du Ferlo \(Sénégal\)](#)

35 Entretien avec un informateur clé, scientifique spécialisé dans l'imagerie satellite du climat du Sahel, août 2024.

36 Entretien avec un scientifique de la station régionale d'observation du climat, août 2024.

37 MMC (2023), [Etude de cas climat et mobilité, Sahel occidental : Tatké, Sénégal](#)

Les éleveur·euse·s des villages du Ferlo ont également indiqué qu'au cours des dix dernières années environ, une forte diminution des pluies et de la production de biomasse associée a conduit tous les hommes de leur communauté à partir avec les animaux pour des périodes plus longues et à voyager plus loin. Chaque village a indiqué qu'alors qu'il était courant pour les hommes de partir pour une transhumance de deux à trois mois, ils partent désormais pour neuf mois ou plus. Une participante à un groupe de discussion à Nguer (un petit village isolé de la commune de Yang-Yang dans le département de Linguere de la région de Louga), a expliqué :

«Beaucoup de choses ont changé au cours de la dernière décennie. Avant, il pleuvait et il y avait de l'herbe partout. Maintenant, il ne pleut plus, il n'y a plus d'herbe et les animaux sont perturbés. Il ne reste ici que les femmes et les petits enfants. Les hommes sont tous partis avec les animaux à la recherche de pâturages et d'eau.»

Au fur et à mesure que les éleveur·euse·s naviguent dans ces complexités, leurs processus de prise de décision deviennent de plus en plus critiques : ils et elles doivent équilibrer les risques de migrer pour des durées et des distances plus longues - de plus en plus, jusqu'à Kédougou, à plus de 400 kilomètres au Sud - avec la nécessité de sécuriser les ressources pour leurs animaux.³⁸ Un autre éleveur ayant migré de Matam a déclaré :

«Mon village est situé près de la rivière, mais nos animaux ne peuvent pas boire l'eau car des champs cultivés les en empêchent. Ils reviennent donc s'abreuver au village, où nous devons payer l'eau. Je suis venue à Kédougou parce que j'ai entendu dire que c'était mieux ici et c'est le cas : nous pouvons nous occuper des animaux et ils ont accès à beaucoup plus de pâturages.»

Cette transition d'une migration saisonnière plus courte à des absences prolongées signifie une altération forcée des pratiques traditionnelles de mobilité dans laquelle la dégradation de l'environnement contrecarre les aspirations à la mobilité sur de courtes distances. La rareté des ressources induite par le changement climatique oblige donc les hommes et les femmes à réagir par des décisions forcées : la mobilité devient une nécessité de subsistance pour les hommes, mais (comme détaillé dans la section 5.2. ci-dessous) elle devient impossible pour les femmes.

38 Pour un aperçu de la limitation des migrations saisonnières dans le Ferlo dans les années 1950, avant la sédentarisation, voir p. 45 de «Déplacements saisonniers des éleveurs au Sénégal», extrait des «Cartes de l'élevage pour le Sénégal et la Mauritanie», Office de la Recherche Scientifique Outre-Mer, 1951.

5. Résultats de recherche

5.1. Mobilité : la migration offre de nouveaux avantages mais aussi de nouveaux risques

5.1.1. Trouver un équilibre entre les besoins croissants de mobilité et les options limitées de migration saisonnière à proximité

Alors que le besoin de mobilité des éleveur·euse·s s'accroît, ils et elles déclarent être confronté·e·s à des options de plus en plus limitées dans les destinations traditionnelles et proches de la migration saisonnière. De nouveaux obstacles liés à la sécurité et aux ressources naturelles à la frontière orientale avec le Mali et dans la région forestière voisine de Tambacounda rendent ces destinations de migration traditionnelles non viables, incitant les éleveur·euse·s à parcourir de plus grandes distances, comme par exemple jusqu'à Kédougou. Ces variables ont un impact direct sur les capacités des éleveur·euse·s et leurs habitudes de mobilité existantes, et influencent la façon dont ils et elles abordent les décisions concernant la mobilité climatique.

Entre 1990 et 2015, la couverture forestière du Sénégal est passée de 9,3 millions à 8,2 millions d'hectares.³⁹ Les forêts de Tambacounda ont été parmi les plus rapides à disparaître, perdant plus de couverture arborée que toute autre région sénégalaise entre 2001 et 2023.⁴⁰ Un éleveur a expliqué que les informations sur les forêts plus riches et les meilleures opportunités l'ont amené à emmener ses quelques moutons vers une nouvelle destination :

«J'ai commencé à venir à Kédougou parce qu'il n'était plus possible de nourrir les troupeaux à Tambacounda. Les forêts y sont maintenant complètement dévastées. A Kédougou, même si on voit des arbres coupés, la forêt existe encore pour l'instant. Nous en sommes très heureux.»

De même, les éleveur·euse·s avaient l'habitude de se rendre à l'Est du Mali pour la transhumance et le commerce.⁴¹ Mais au cours de la dernière décennie, le conflit malien a souvent opposé les forces de sécurité de l'État et les communautés agricoles aux éleveur·euse·s,⁴² les éleveur·euse·s peuls étant particulièrement visé·e·s. Les menaces qui pèsent sur elles et sur eux vont d'un harcèlement accru de la part des autorités frontalières et des milices à des attaques violentes et aveugles contre les communautés rurales.⁴³ Les éleveur·euse·s sénégalais·es déclarent souvent que les risques et les inconvénients liés aux déplacements au Mali l'emportent sur les avantages potentiels. Par exemple, un éleveur du Ferlo du département de Ranerou (dans la région de Matam), près de la vallée du fleuve Sénégal, avait l'habitude de compléter ses revenus en se rendant au Mali pour acheter des variétés d'animaux plus rares qui se vendent plus cher dans le Ferlo, mais il a déclaré qu'il ne prenait plus ce risque :

«Nous avons trop de problèmes là-bas. Les gardes-frontières maliens sont trop durs avec nous.»

5.1.2. Kédougou offre aux éleveur·euse·s de multiples avantages

Avec la déforestation à Tambacounda et la guerre au Mali, les sites plus proches qui étaient jusqu'à récemment des options viables pour les migrations saisonnières des éleveur·euse·s du Nord sont désormais exclus, et Kédougou accueille de plus en plus de personnes à la recherche de nouvelles destinations migratoires. Kédougou est une région forestière limitrophe du Mali et de la Guinée, traversée par des fleuves dans le Sud du Sénégal, avec une population essentiellement sédentaire d'environ un quart de million d'habitants.⁴⁴ La région de Kédougou sert de pôle d'arrivée pour les jeunes à la recherche d'opportunités économiques et de pôle de migration pour les personnes originaires de Guinée et du Mali.⁴⁵ La région de Kédougou offre de nombreux avantages environnementaux et commerciaux aux éleveur·euse·s, qui ont rapidement diffusé le message au sein de leurs propres réseaux.

L'environnement naturel de Kédougou offre aux éleveur·euse·s de riches ressources en termes d'eau et de pâturages. L'une des personnes interrogées, un homme de condition modeste qui aspire à passer du statut de gardien de bétail à celui de propriétaire, a rapporté qu'il y a une dizaine d'années, il a commencé à s'éloigner de son village de Kidira, situé juste à l'Ouest de la frontière malienne.

39 Ministère de l'environnement et du développement durable, Centre de Suivi Ecologique (2015), Rapport sur l'état de l'environnement

40 Global Forest Watch, Forest Change in Senegal, <https://acesse.dev/AICPI>.

41 Entretiens avec les répondant·e·s, Kédougou et Ferlo, juin et juillet 2024.

42 GI-TOC (2023), [Cornes serrées. Le vol de bétail et l'économie de guerre au Mali](#)

43 International Crisis Group (2019), [Mali central : Mettre un terme au nettoyage ethnique](#)

44 Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie, [recensement 2023](#)

45 Entretien avec un démographe affilié à une institution internationale de recherche basée au Sénégal, avril 2024.

Il a remarqué que les pluies étaient de plus en plus insuffisantes et que la gestion de l'eau en milieu rural était progressivement privatisée dans le Nord du Sénégal. Au début, il cherchait du travail au Mali, puis il a commencé à voyager vers le Sud, à Kédougou

«Dans le Nord, nous devons payer l'accès à l'eau pour les animaux, alors qu'à Kédougou, le fleuve est gratuit pour tout le monde. Je fais face au changement climatique en vivant avec, comme tout le monde. On fait ce qu'on peut, on se déplace beaucoup.»

Outre les incitations environnementales, les personnes interrogées ont expliqué que l'économie régionale de Kédougou, alimentée par le commerce transfrontalier et une industrie minière artisanale florissante, offre des opportunités commerciales que les éleveur·euse·s n'ont pas chez eux et chez elles.⁴⁶ Les chercheur·euse·s d'or et les négociant·e·s transfrontalier·e·s ont de l'argent à dépenser, tandis que les marchés villageois de la région de Kédougou sont plus dynamiques et que le bétail atteint de meilleurs prix. Les éleveur·euse·s disent qu'il est plus facile d'emprunter et de rembourser de petits prêts et de faire des investissements. Une personne interrogée a expliqué :

«Cela fait dix ans que je viens dans ce village de Kédougou. Si j'ai besoin d'un petit prêt, pour moi ou pour envoyer à ma famille au village, je peux l'obtenir de quelqu'un ici et le rembourser petit à petit.»

Grâce à ces conditions, certain·e·s éleveur·euse·s déclarent s'être lancé·e·s dans les affaires, en achetant et en vendant des animaux, et en investissant dans l'immobilier ou les boutiques locales. Plusieurs personnes interrogées ont décrit un tel parcours : elles se sont d'abord rendues à Kédougou avec un petit groupe d'animaux, en ont peut-être vendu un ou deux, puis sont retournées au Nord pour la saison des pluies. Au bout de quelques années, elles sont devenues plus ancrées - ou volontairement immobiles - à Kédougou, avec un accès au capital qu'elles pouvaient envoyer à leurs familles ou réinvestir dans des entreprises.

Le soutien intracommunautaire joue également un rôle dans la décision des éleveur·euse·s de s'installer à Kédougou. Bien que les Peuls qui arrivent à Kédougou soient originaires d'endroits dispersés dans le Nord et l'Est du Sénégal - et parfois au fin fond du Mali - ils et elles nouent rapidement des liens fondés sur leur langue, leurs traditions et leur profession communes. Les réseaux sociaux et les liens communautaires contribuent à atténuer l'isolement et l'incertitude liés à la mobilité, permettant aux nouveaux arrivant·e·s de s'intégrer et de trouver plus facilement des opportunités économiques, comme l'ont expliqué deux des personnes interrogées dans le cadre de cette étude :

«Je ne connaissais personne quand je suis arrivé à Kédougou, mais les gens m'ont aidé. Aujourd'hui, mes affaires marchent bien. Nous, les éleveurs du Ferlo et les éleveurs maliens, nous nous aidons les uns les autres. C'est le même métier.»

«Nous sommes tous des éleveurs et nous sommes tous des Peuls, tous liés. Nous partageons les mêmes problèmes et le même métier. Que nous soyons Maliens ou Sénégalais, migrants saisonniers ou résidents permanents, nous nous soutenons et nous nous entraisons du mieux que nous pouvons.»

Cet ancrage progressif à Kédougou illustre la manière dont les aspirations à la mobilité évoluent souvent au fur et à mesure que les individus répondent à des conditions changeantes, en équilibrant les mouvements forcés déclenchés par les pressions environnementales et les choix volontaires rendus possibles par les gains économiques. La migration saisonnière prolongée des hommes vers Kédougou peut être considérée comme un mélange de mobilité forcée et volontaire. Alors que les éleveur·euse·s choisissent de migrer à la recherche de pâturages et de s'adapter aux changements climatiques et environnementaux,⁴⁷ les facteurs sous-jacents liés à l'accès limité aux ressources et aux pressions environnementales font de cette migration une nécessité pour maintenir leurs moyens de subsistance plutôt qu'un choix véritablement volontaire. Ils et elles se déplacent également plus loin en raison de la non-viabilité des options de migration saisonnière plus proches, ce qui met en évidence la nature involontaire de ce mouvement. Cependant, l'immobilité volontaire peut également survenir, car certain·e·s éleveur·euse·s s'enracinent davantage à Kédougou, préférant rester et investir localement plutôt que de continuer à migrer. Ainsi, les pressions environnementales limitent initialement les choix, mais l'adaptation économique peut ouvrir de nouvelles voies pour la mobilité et l'immobilité, un phénomène décrit par un autre petit éleveur du Ferlo qui passe maintenant la majeure partie de l'année dans un village de la région de Kédougou.

46 ISS (2022), [La recherche de l'or appauvrit les communautés minières artisanales du Sénégal](#)

47 IDMC (2014), [En marge : Les pasteurs du Kenya. From displacement to solutions, a conceptual study on the internal displacement of pastoralists.](#)

«Je suis d'abord venu ici pour nourrir mes animaux parce qu'il était trop difficile de trouver des arbres et d'autres herbes pour eux dans mon pays. Ici, je peux nourrir mes animaux, [mais] là-bas, [dans le Ferlo] il n'y a rien à manger pour eux en ce moment. Maintenant, je suis éleveur et commerçant. Le commerce est meilleur ici : il y a beaucoup de marchés et plus de possibilités de vendre des animaux. Grâce à ce revenu, ma famille restée au pays peut manger. Le but du travail est toujours de mettre de la nourriture sur la table de la famille. Dans le Ferlo, nous avons du mal à vendre. Il est également très difficile de trouver du travail dans le Ferlo. Nous y avons un troupeau, mais il n'y a pas moyen de vendre parce que personne n'a d'argent.»

En 2016, un éleveur plus aisé du Ferlo a commencé à amener des animaux dans la brousse de Kédougou. Il a si bien réussi qu'il dirige maintenant une entreprise dans la ville de Kédougou et fait venir ses frères au Sud pour s'occuper de ses troupeaux qui se multiplient :

«Nous, les éleveurs, sommes très affectés par le changement climatique. Il ne pleut plus comme avant. Nous vivons maintenant de la vente de nos animaux, et dans le Nord, nous sommes souvent obligés de vendre à perte. Nous sommes fatigués de tout cela, c'est pourquoi certains d'entre nous migrent vers les grandes villes comme Kédougou.»

5.1.3. L'élevage comme activité commerciale est-il compatible avec son mode de vie traditionnel ?

La tendance croissante à se lancer dans le commerce modifie fondamentalement la façon dont les éleveur·euse·s pratiquent le profession. Traditionnellement, les éleveur·euse·s investissaient tout dans l'entretien et l'agrandissement de leur cheptel, cultivant de petits potagers pour assurer la subsistance de leurs familles et ne vendant leurs animaux qu'en cas de nécessité absolue. Grâce à la diversification économique, les éleveur·euse·s transforment aujourd'hui leurs schémas de mobilité et leur mode de vie, par exemple en vendant leurs animaux pour la consommation de viande. La diversification économique favorise également de nouvelles capacités d'adaptation aux pressions exercées sur l'environnement et les ressources, grâce à la mobilité et à l'immobilité volontaires. Un éleveur de la commune de Bakel (dans la région de Tambacounda) a expliqué comment le commerce l'avait aidé à atteindre une plus grande sécurité financière

«Avant, on ne s'occupait que des animaux, on les déplaçait toujours pour les nourrir. Nous ne vendions pas, et il n'était pas possible de rester à la maison quand on avait des troupeaux. Il fallait partir pour s'en occuper. Mais aujourd'hui, beaucoup de choses ont changé. Nous pouvons gagner de l'argent avec nos troupeaux en les vendant. Nous pouvons acheter de la nourriture, gagner de l'argent et le dépenser. Nous pouvons mélanger nos troupeaux avec d'autres espèces. Nous pouvons vendre nos moutons pour construire une maison ou ouvrir un magasin. Toutes ces choses, en particulier le commerce, sont des sources de richesse qui nous nourrissent directement, nous et nos troupeaux.»

Une autre personne interrogée, originaire de Dahra Djolof, une ville de la région de Louga faisant partie du Ferlo, qui amène des animaux à Kédougou depuis 2017, a déclaré :

«Je suis éleveur, mais maintenant je suis aussi vendeur. Avant, l'élevage était différent. Avant, on pouvait élever des animaux près de chez soi, sans avoir à se déplacer trop loin. Les ressources étaient abondantes et les animaux bien nourris. Aujourd'hui, il ne pleut presque plus, les ressources sont rares et les aliments pour animaux sont devenus très chers. Je ramène des chèvres et des moutons de différents villages et je les vends sur les marchés hebdomadaires de Kédougou. L'élevage est devenu une activité commerciale pour de nombreuses personnes. Certains achètent de bonnes espèces de chèvres et de moutons au Tchad et au Mali et les amènent ici pour les revendre. Certains vont même en Hollande pour ramener des espèces de vaches⁴⁸ qui n'existaient pas encore ici, et à l'avenir, j'ai l'intention de faire la même chose. Beaucoup d'éleveurs sont maintenant aussi des commerçants ou de gros négociants. Je pense que l'élevage aura de plus en plus de valeur parce que les éleveurs d'aujourd'hui ont plus de vision. Ils ont plusieurs activités différentes et si l'une ne fonctionne pas, ils peuvent compter sur une autre.»

48 Le Sénégal a importé pour près de 8 millions de dollars d'animaux des Pays-Bas en 2022. World Integrated Trade Solution, [Senegal Products Imports from Netherlands 2022](#), consulté en Octobre 2024

Le passage d'une pratique pastorale traditionnelle à une pratique plus orientée vers le profit suscite l'enthousiasme mais aussi une certaine nostalgie chez les éleveur·euse·s. Le même éleveur de Dahra Djolof regrettait la perte de son ancien mode de vie :

«Dans notre tradition, les gens gardaient les troupeaux par amour. Ils ne tuaient un animal que pour le consommer. Aujourd'hui, c'est un commerce. Les gens élèvent des moutons pendant quelques années, les échantent contre des vaches ou en vendent la moitié pour investir dans une autre activité et continuer à élever le reste.»

5.1.4. Les éleveur·euse·s sont confronté.e.s à de nouveaux défis environnementaux à Kédougou

Bien que Kédougou semble luxuriante et fertile, en particulier pour les migrant·e·s saisonnier·e·s venant du Nord semi-aride, elle subit également une dégradation environnementale importante. Bien que l'élevage soit un mode de vie adaptable et résistant, les éleveur·euse·s ont exprimé de profondes inquiétudes quant à l'avenir. Les personnes interrogées s'accordent à dire que les ressources limitées s'épuisent rapidement. Les produits chimiques utilisés par les chercheur·euse·s d'or polluent les rivières et autres sources d'eau, les producteur·ice·s de charbon de bois et les bûcheron·ne·s participent à la déforestation, et les feux de brousse détruisent également les zones boisées.⁴⁹ Les pratiques d'élevage introduites par les éleveur·euse·s contribuent également à ces pressions croissantes sur le fragile équilibre environnemental de Kédougou, principalement en coupant les arbres et en provoquant des feux de brousse.

La pollution des sources d'eau est le problème environnemental le plus grave auquel les éleveur·euse·s ont déclaré être confronté·e·s à Kédougou. La personne interrogée au département de Ranerou a expliqué que les pires problèmes des éleveur·euse·s à Kédougou étaient liés aux activités d'extraction de l'or :

«Tous les quelques kilomètres dans la brousse, on trouve des mineurs qui déversent des produits toxiques dans la nature. Rien que cette année, j'ai perdu cinq vaches, qui ont bu de l'eau toxique et sont mortes - l'une d'entre elles il y a tout juste une semaine.»

De même, d'autres formes d'industrie locale telles que l'exploitation forestière, la production de charbon de bois et les feux de brousse pour défricher les terres agricoles pèsent lourdement sur l'environnement à Kédougou.⁵⁰ Plusieurs personnes interrogées ont déclaré qu'elles étaient injustement désignées comme boucs émissaires pour ces dommages :

«Tout le monde dit que nous, les éleveurs, détruisons la nature. Mais les arbres que nous coupons repoussent quand les pluies arrivent. Ce sont d'autres personnes qui détruisent les rivières et la nature.»

«La population nous accuse souvent de couper des arbres, mais nous ne coupons que des branches, jamais des troncs. Les charbonniers et les bûcherons sont nombreux dans cette région. La population elle-même met souvent le feu aux broussailles et brûle les herbes. Ce n'est pas bon pour nous».

«Un éleveur ne coupe que les arbres que ses animaux mangent, et avec modération, afin qu'ils repoussent ensuite, lorsqu'il sera de retour. Mais nous voyons des gens avec des machines qui coupent les troncs d'arbres, de sorte qu'ils ne peuvent pas repousser. D'autres les coupent pour faire du charbon de bois ou les vendre. Cela détruit les forêts et empêche les pluies de s'écouler. Mais la plupart des gens disent que ce sont les éleveurs qui détruisent les forêts.»

49 Signe de la gravité de la pollution, le gouvernement a récemment suspendu l'exploitation minière artisanale le long de la rivière Faleme. RFI (2024), [Sénégal : le gouvernement suspend l'orpaillage le long de la rivière Falémé](#)

50 Voir « Management Matter ? Effets de la gestion de la production de charbon de bois sur la régénération des forêts au Sénégal » (2010), VivAfrik (1er février 2024), [Sénégal : 16 cas de feux de brousse enregistrés dans le département de Kédougou depuis octobre 2023, selon le service des Eaux-et-Forêts](#)

Parmi ceux qui accusent les éleveur·euse·s de causer des dégâts, on trouve un maire de la région de Kédougou qui fait partie des personnes interrogées dans le cadre de cette étude :

«Quand les éleveurs viennent, leurs troupeaux se multiplient parce qu'ils trouvent facilement de quoi manger. Et nous ne les dérangeons pas, car pour l'instant, ils ne nous dérangent pas. Mais il faut reconnaître qu'ils coupent des arbres dans les forêts. Souvent, ils passent six mois dans la brousse et coupent des arbres. Et lorsqu'ils reviennent, il y a des feux de brousse. Nous avons souvent constaté des feux de brousse qu'ils ont déclenchés.»

Si les éleveur·euse·s migrant·e·s de Kédougou nient être responsables de ces dommages, ils et elles sont tout aussi préoccupé·e·s par le déclin rapide de l'environnement dans la région. La lente détérioration de l'environnement, marquée par la pollution et la déforestation à Kédougou, pourrait contraindre les éleveur·euse·s à repartir plus loin. L'une des personnes interrogées a lancé une mise en garde :

«Si cela continue, nous n'aurons plus rien pour nourrir nos animaux ici. Les mêmes problèmes qui nous ont obligés à quitter le Ferlo nous obligeront à quitter Kédougou à la recherche d'autres pâturages.»

5.1.5 Les éleveur·euse·s migrant à Kédougou ne disposent pas de réseaux établis pour assurer une représentation efficace face aux défis

Alors que les éleveur·euse·s du Ferlo utilisent les groupes communautaires et les politiques locaux·ales pour plaider en faveur d'interventions dans des cas comme celui-ci, les éleveur·euse·s migrant à Kédougou disent qu'ils et elles manquent d'organisation et de représentation efficace. Il n'y a pratiquement pas d'associations d'éleveur·euse·s dans la région Sud, et les autorités locales ont tendance à être plus redevables envers les agriculteur·rice·s sédentaires ou les chercheur·euse·s d'or, et moins sensibles aux plaintes des éleveur·euse·s, selon plusieurs personnes interrogées. L'un d'entre eux a déclaré avoir informé à plusieurs reprises de nombreux responsables de Bandafassi (un village de la région de Kédougou) des problèmes liés à la pollution chimique de l'approvisionnement en eau, mais que rien n'avait été fait pour résoudre la situation. Une autre personne interrogée, qui a signalé des problèmes de pollution provenant des mines d'or, a fait la remarque suivante :

«Il est difficile pour nous de relever les défis ensemble, car nous ne sommes pas organisés.»

Une personne interrogée a noté que si les organisations d'éleveur·euse·s sont rares à Kédougou, celles qui existent peuvent être très utiles, en particulier pour résoudre les problèmes liés au harcèlement présumé des agents du Corps des Eaux, Forêts et Chasses du Sénégal.⁵¹ Les éleveur·euse·s ont signalé que ces agents leur imposent parfois des amendes sévères et injustifiées. L'un d'entre eux a fait remarquer :

«Il est difficile d'être éleveur à Kedegou. Les agents des Eaux et Forêts nous arrêtent tout le temps et nous font payer des amendes sans nous donner de reçus. Si vous appartenez à une association d'éleveurs, elle interviendra en votre faveur, mais vous paierez toujours quelque chose. Parfois, les agents des Eaux et Forêts nous font payer 100 à 150,000 FCFA par infraction.»

51 Il s'agit d'une entité publique responsable de la gestion des ressources en eau, des forêts, de la faune et de la flore sauvages et des zones protégées, ainsi que de l'application des lois et réglementations environnementales relatives à la sylviculture et à la conservation.

5.1.6. Menaces pour la cohésion sociale : climat de suspicion et tensions avec les communautés d'accueil

Comme décrit plus haut, les habitant·e·s de la région ont souvent l'impression que les éleveur·euse·s sont responsables de la **déforestation à Kédougou**. Cela crée un climat de suspicion qui impacte les relations entre les habitant·e·s et les éleveur·euse·s. L'un des informateurs clés de cette étude, un agronome travaillant avec une ONG locale à Kédougou, a partagé son point de vue :

«La présence des éleveurs a un impact sur l'environnement. Ils coupent les quelques arbres qui commencent à se régénérer pendant la période sèche, surtout les espèces protégées comme l'ébène. Il est vrai qu'ils coupent les branches, pas les troncs, mais les branches restent autour de l'arbre, et avec la chaleur quand un feu de brousse arrive, cela accélère la mort de l'arbre. Et ces feuilles sont importantes - elles absorbent de l'oxygène pendant la journée et libèrent du CO2 pendant la nuit. Ces arbres contribuent à l'équilibre de l'écosystème de notre environnement. Si nous les perdons, il est certain que nous n'aurons pas assez de pluie.»

Le climat de suspicion qui entoure les éleveur·euse·s fait qu'ils et elles hésitent souvent à partager leurs histoires et leurs origines, ce qui révèle des tensions avec les populations locales dont la coopération sur les ressources communes est essentielle. Bien que la plupart des éleveur·euse·s interrogé·e·s dans le cadre de cette étude aient déclaré entretenir des relations harmonieuses avec les agriculteur·ice·s à Kédougou, les agriculteur·ice·s de deux villages ont brossé un tableau différent.

Crédit photo :

© Sylvain Cherkaoui / FAO.

23 juillet 2024, Bousra Ndawène, Senegal.

Un éleveur conduit son bétail vers un lac artificiel pour le faire boire.



Les agriculteur·ice·s peuls qui ont participé à un groupe de discussion dans le village de Dindefello ont déclaré que la production agricole avait considérablement diminué au cours des dix dernières années, citant la chaleur croissante, la stérilité du sol et la destruction par les vaches des éleveur·euse·s comme les principales raisons.⁵² Ils/elles ont également blâmé les éleveur·euse·s pour la déforestation depuis qu'ils/elles ont commencé à arriver dans le village en 2006. L'un de ces participants a déclaré :

«Les feux de brousse contribuent au changement climatique et les éleveurs abattent les arbres. Ils coupent complètement les grands arbres. Sans ces arbres, les gens sont directement affectés par le soleil. Ils coupent et ne plantent pas. Il fait plus chaud parce que nous manquons de pluie. Le manque d'eau est dû à l'abattage des arbres et à leur mort. Même certains manguiers meurent à cause de la chaleur. Nous avons entendu parler du changement climatique à la télévision et à la radio. Nous n'avons jamais connu une chaleur comme celle de cette année dans notre pays. Les éleveurs viennent ici pour couper les arbres et ils laissent des branches près des arbres et quand les feux arrivent, tout brûle. Kédougou commence à ressembler au Sahara !»

Les agriculteur·ice·s de la communauté Malinke (alias Mandika alias Mandingo) - établie de longue date dans la région de Kédougou - qui ont participé à un groupe de discussion dans le village de Badon ont également critiqué les éleveur·euse·s du Nord qui sont apparus dans leur village en 2000 et ont commencé à venir en plus grand nombre à partir de 2006. Bien que leur sol et leurs cultures bénéficient du fumier des éleveur·euse·s, ils et elles ont déclaré que les arrangements formels étaient rares et que les éleveur·euse·s s'en tenaient le plus souvent à des campements dans la brousse environnante. Ces villageois·es ont également accusé les éleveur·euse·s de couper les arbres et ont déclaré que le bétail mangeait leurs récoltes à un moment où la dégradation de la qualité des sols et la prolifération des activités minières ajoutent de plus en plus aux défis de la culture. L'un d'entre eux/elles a déclaré

«Il pleut beaucoup moins ces jours-ci parce que les éleveurs coupent les plus grands arbres qui attirent la pluie. Il fait donc de plus en plus chaud.»

Un autre s'est fait l'écho de ce point de vue :

«Depuis plus de dix ans, nous recevons de moins en moins de pluie à cause de ces éleveurs migrants. Ils sont responsables du changement climatique ici. Maintenant qu'il n'y a plus d'arbres dans leur région, ils veulent arracher tous les nôtres.»

5.2. L'immobilité involontaire : les femmes éleveuses qui restent sur place

Comme indiqué plus haut, les éleveur·euse·s du Ferlo - comme d'autres éleveur·euse·s dans le monde - ont l'habitude d'adapter leurs itinéraires de migration saisonnière en fonction des variables environnementales.⁵³ Toutefois, l'allongement des distances et des durées des migrations saisonnières actuelles a de graves conséquences pour les femmes obligées de rester dans les villages d'origine du Ferlo.

5.2.1. L'exclusion des femmes des migrations saisonnières de longue distance

Alors que les femmes rejoignaient autrefois leurs maris lors des migrations saisonnières, le passage à des trajets plus longs a rendu leur participation moins possible. Les femmes qui ont participé à un groupe de discussion à Dendoudji, un village du département de Ranerou dans la région de Matam, ont expliqué :

«Autrefois, nous accompagnions nos maris, ils n'avaient pas besoin d'aller très loin, parfois seulement à 10 kilomètres, dans un village voisin. Mais aujourd'hui, nous ne pouvons pas nous éloigner de notre village [pour les accompagner] parce qu'il est difficile de se déplacer avec les enfants et les biens pour aller vivre dans la brousse. Et nous n'avons pas d'âne ni de charrette.»

52 Ces dernières années, ces agriculteur·ice·s ont ajouté des jardins maraîchers (où ils et elles cultivent des carottes, des pois, des pommes de terre et de la menthe) aux cultures traditionnelles de leurs grands-parents (telles que le riz, le maïs et le millet), et bien que ces cultures aient contribué à la suffisance alimentaire, ils et elles ont toujours du mal à s'en sortir.

53 Anthony Morland (2017), [Le pastoralisme et son avenir](#), The New Humanitarian

De même, les hommes s'absentent désormais plus longtemps. Les participantes au même groupe de discussion ont fait remarquer

«Auparavant, ils ne passaient que trois mois à l'étranger, alors qu'aujourd'hui, ils en passent neuf ou dix.»

Une participante à un groupe de discussion dans le village de Nguer a expliqué la même dynamique en expliquant l'impact démographique de l'évolution des régimes pluviométriques :

«Depuis 2015, les hommes s'absentent plus longtemps pour faire paître les animaux dans d'autres régions comme Tambacounda, Kédougou et Kaolack. Parce qu'il ne pleut plus comme avant ici. Et sans pluie, pas d'herbe pour les animaux. Avant, ils partaient pour cinq ou six mois, mais ces dernières années, ils restent plus longtemps. Cette année, cela fera neuf mois qu'ils sont absents.»

5.2.2. Décider qui part et qui reste

Presque toutes les femmes du Ferlo qui ont participé à cette étude ont déclaré qu'elles auraient préféré accompagner leurs hommes dans leur migration, mais qu'elles s'étaient pliées à des obligations dévolues aux femmes pour rester dans leur village. Ces obligations concernaient le maintien des enfants à l'école (voir ci-dessous), la grossesse, les soins aux jeunes enfants et aux parents âgés, le maintien des droits fonciers et la garde de certains animaux. Un éleveur a déclaré

«Si ma mère avait pu voyager, j'aurais fait venir ma famille il y a des années.»

Néanmoins, ces personnes interrogées ne se font pas d'illusions sur les difficultés auxquelles les éleveur·euse·s sont régulièrement confronté·e·s lors des migrations saisonnières, comme l'a expliqué une femme de Tessekere :

«En réalité, nos maris ne veulent pas trop nous fatiguer. Il y a beaucoup de difficultés là-bas.»

Les niveaux d'influence sur la décision de voyager ou de rester sur place varient selon le lieu de résidence des personnes interrogées. Dans certains cas, les femmes avaient davantage leur mot à dire et pouvaient trouver des moyens d'accompagner la migration. Dans d'autres cas, leurs demandes ont tout simplement été ignorées.

Les femmes de Barkedji, une petite ville du Ferlo dans la région de Louga, ont indiqué que les femmes jouent un rôle actif dans les décisions liées à la migration saisonnière, une décision qui peut avoir un impact significatif sur leur bien-être économique et social (voir section 5.2.4. ci-dessous). Expliquant le choix des membres de la famille qui se joignent au voyage de migration, un chef de communauté a déclaré :

«Les femmes jouent un rôle actif dans le choix des personnes qui embarquent pour la migration saisonnière : c'est une décision prise par les femmes et les hommes ensemble, y compris les enfants et les grands-parents. Tout le monde discute.»

La responsable d'une association d'éleveuses à Barkedji a décrit comment le rôle des femmes dans l'élevage s'était davantage «émancipé» :

«Nous prenons des décisions, nous pesons sur les décisions de nos maris et nous continuons à nous battre pour devenir plus autonomes.»

Cette forme inclusive de prise de décision suggère que les aspirations à la mobilité sont façonnées par une vision commune des besoins de la famille et de la communauté. Cette implication de la communauté contraste fortement avec la façon dont les jeunes hommes décident de partir pour la migration internationale, selon un répondant qui est revenu de l'étranger pour diriger une entreprise à Barkedji. Il a souligné que les membres de la famille tentent souvent de persuader les jeunes hommes de ne pas migrer à l'étranger :

«Personne n'était au courant [de mes projets de migration] parce que, si vous l'expliquez aux parents, ils se manifesteront et offriront leur aide. Quelqu'un peut dire : 'Je vais te donner deux vaches, ou je vais t'en donner trois'. Ils insisteront sur le fait que ce que nous avons ici, ce sont des vaches. Une personne peut dire qu'elle vous en donnera trois, une autre peut dire quatre, et alors vous vous sentez obligés de rester. Alors, si vous partagez cela avec d'autres, ils vous diront : 'Non, vous ne pouvez pas partir.'»

De même, le responsable de l'association de Barkedji a déclaré que les hommes qui décident d'émigrer vers l'Afrique du Nord dans l'intention d'atteindre l'Europe ne discutent pas de leur décision avec des membres de leur famille ou des ami·e·s. Ils et elles partent, tout simplement.

Lors d'une discussion de groupe à Nguer, certaines femmes ont dit que leurs préférences et leurs aspirations étaient ignorées :

«Les hommes décident qui vient. Dans ma famille, quelques semaines avant leur départ, ils peuvent dire à une femme de se préparer à venir avec eux.»

«Mon mari m'a demandé de rester ici. Je ne peux pas dire non. J'aurais vraiment aimé partir avec lui.»

Ces dynamiques de genre ont été reprises à Tessekere :

«Nos maris ne nous permettent pas de venir avec eux.»

«Nos maris nous laissent toutes ici. Nous aurions voulu partir avec eux, mais ils ont refusé.»

Dans certains cas, la polygamie offre aux femmes une plus grande liberté d'action et une plus grande mobilité, en introduisant un certain degré de flexibilité dans la prise de décision liée à la mobilité. La mobilité des femmes est possible parce que les coépouses peuvent partager les responsabilités domestiques, tandis que les décisions concernant les personnes qui migrent et celles qui restent sont plus collaboratives et impliquent des négociations entre les coépouses. À Barkedji et à Nguer, les femmes ont décrit comment les coépouses s'unissaient pour accompagner à tour de rôle les hommes dans leurs déplacements, celle qui restait sur place assumant les responsabilités de l'autre dans le village. La pratique selon laquelle les femmes alternent entre les zones rurales et urbaines au Sénégal, en particulier dans le contexte des ménages polygames, n'est pas propre aux éleveur·euse·s mais s'étend également aux schémas de migration urbaine. Dans les communautés rurales, il est courant que les coépouses vivent à tour de rôle avec leurs maris en milieu urbain, les autres épouses assumant les responsabilités dans le village. Cette pratique est liée à une dynamique migratoire plus large, où les femmes se soutiennent mutuellement et gèrent les tâches ménagères en l'absence de leurs maris, qui émigrent souvent pour trouver du travail ou de meilleures opportunités.⁵⁴ Selon une personne interrogée de Barkedji :

«Si la première femme part avec le mari, la seconde reste et les enfants vont à l'école. Au bout d'un an, la femme qui est partie revient au village et celle qui est restée avec les enfants peut partir. Mais si un mari n'a qu'une seule femme, elle doit rester tout le temps.»

54 Carlotta Dotto (2020), [L'énergie de rester : Senegal's village of women](#), Al Jazeera

Cependant, ce n'est pas le cas dans toutes les localités du Ferlo. À Ganinayel Bisnabe, un petit village reculé de la commune de Tessekere, dans le département de Linguere, une femme a noté que les hommes ayant plusieurs femmes décidaient encore unilatéralement de toutes les laisser derrière eux lorsqu'ils migraient avec leur bétail :

«Nos maris nous ont toutes laissées ici. Certains ont deux femmes, d'autres trois, et même jusqu'à quatre, mais ils nous laissent derrière eux. Nous aimerions partir avec eux, mais ils ne nous le permettent pas.»

De plus, il n'y a pas d'école à Ganinayel Bisnabe et, selon les personnes interrogées, la plupart des enfants, surtout des garçons mais aussi des filles, partent avec leur père pour aider à la transhumance. En cas d'extrême nécessité, les hommes éleveurs comptent sur l'aide de leurs enfants, tout en n'ayant pas d'autre choix que de réduire les coûts liés à l'accompagnement des femmes pendant le voyage. Les femmes de Ganinayel Bisnabe ont été contraintes de rester sur place alors qu'elles n'avaient pas d'école où envoyer leurs enfants, en raison du coût prohibitif de leur transport. Cette situation reflète les circonstances extrêmement difficiles dans la commune de Tessekere, où les autorités ont dû fermer cinq écoles élémentaires au cours des trois dernières années en raison du départ de villages entiers à la recherche de plus d'eau et de pâturages

«La plupart de nos enfants sont partis avec leurs pères. Ceux qui restent sont très petits et ne vont pas à l'école. Il est difficile de trouver de quoi les nourrir.»

5.2.3. L'éducation des enfants comme frein à la mobilité des femmes

Dans tous les villages étudiés, la décision des communautés de donner la priorité à la scolarisation de leurs enfants, influencée par de fortes attentes sociales et de genre, a contribué à des situations d'immobilité. Cela suggère que les aspirations des femmes à une plus grande mobilité et à l'indépendance économique sont subordonnées à l'objectif d'éduquer leurs enfants. À l'exception de Ganinayel Bisnabe, qui n'a pas d'école, les femmes interrogées dans tous les villages du Ferlo ont placé l'éducation des enfants au-dessus de tout autre intérêt, y compris celui de gagner de l'argent pour elles-mêmes et de profiter des avantages sociaux et économiques d'une plus grande mobilité. Bien que les enfants sénégalais·es aient légalement le droit de s'inscrire dans les écoles du pays, il est très compliqué pour les enfants d'éleveur·euse·s de changer d'école lorsqu'ils et elles voyagent avec des membres de leur famille qui migrent. D'une part, les personnes interrogées ont noté qu'il peut être coûteux et difficile de préparer les documents et d'obtenir les autorisations nécessaires à la réinscription, en particulier dans un contexte où plus de 25% des enfants ne sont pas enregistrés·es à la naissance.⁵⁵

Les mères de Nguer se sont déclarées satisfaites de leur accès à l'éducation, indiquant qu'elles envoyaient leurs enfants dans deux écoles primaires dans leur propre village et dans une école secondaire à proximité. À Barkedji, la responsable de l'association des femmes éleveuses s'est félicitée des changements récents dans les pratiques éducatives :

«Autrefois, lorsque les bergers partaient avec les animaux, les enfants devaient quitter l'école pour les accompagner. Aujourd'hui, c'est rarement le cas.»

Un autre membre de l'association a abondé dans ce sens :

«Rester au village pour l'éducation de ses enfants est dans l'intérêt de tous. Nous avons fait beaucoup de progrès, presque tous les enfants vont à l'école.»

⁵⁵ Selon l'[agence nationale des statistiques, en 2013](#), 16,6 % de la population a déclaré ne pas avoir d'acte de naissance. Cette population est davantage concentrée dans les zones rurales (26,9 %). Les résultats révèlent que 25,6 % des naissances d'un an n'ont pas été enregistrées au registre civil.

L'un des éleveurs du Ferlo interrogés à Kédougou a également évoqué les avantages de l'éducation pour expliquer pourquoi il avait émigré sans ses propres enfants :

«Si nous faisons venir nos familles ici, les enfants ne pourront pas aller à l'école. Nous le voulons, car nous ne voulons plus être incapables de lire autre chose que des chiffres [...] Nous n'avons pas eu l'occasion d'étudier, alors nous ne voulons pas que nos enfants en soient privés. C'est pour cela que j'ai laissé mes enfants là-bas, pour qu'ils puissent étudier et apprendre de nouvelles choses.»

Dans certains cas, a-t-il ajouté, lorsque les enfants sont plus âgé·e·s et ont terminé leur scolarité, les épouses peuvent rejoindre leurs maris lors des migrations saisonnières.

5.2.4. Les coûts de l'immobilité

5.2.4.1 Faire face aux pressions environnementales lorsque les hommes migrent

Les femmes éleveuses qui restent dans leurs villages alors que les hommes partent avec leur bétail à la recherche de ressources ailleurs sont en première ligne face aux pressions environnementales croissantes. Comme nous l'avons vu plus haut, ces pressions sont liées aux changements climatiques et environnementaux ainsi qu'aux problèmes de gestion des ressources qui, bien que présentes - et dans certains cas même abondantes - sont inaccessibles en raison de l'inégalité d'accès entre les groupes, de leur coût ou d'autres contraintes. Les pressions environnementales augmentent donc la vulnérabilité des femmes, tandis que leur immobilité forcée les empêche de relever ces défis.

À Nguer, grâce aux puits situés à proximité, l'accès à l'eau potable est relativement sûr pour les éleveuses. Cependant, le déclin de la production de biomasse pluviale pose un sérieux problème : leurs moyens de subsistance dépendent de l'élevage de quelques chèvres, mais elles ont du mal à subvenir à leurs besoins. L'une des personnes interrogées a expliqué les choix difficiles auxquels elle était désormais confrontée :

«Vous pouvez voir qu'il n'y a pas de vaches ou de moutons ici parce qu'il n'y a rien à manger pour eux. J'avais l'habitude d'acheter de la nourriture pour les animaux pour les faire vivre, mais maintenant je ne peux plus parce que le prix est trop élevé. [...] Ce sont les animaux que nous avions l'habitude de vendre si nous avions besoin d'un peu d'argent pour nos propres besoins ou pour envoyer à nos maris et à nos fils. Mais aujourd'hui, même l'achat de marchandises est plus difficile. Parfois, je dois choisir entre acheter du riz pour ma famille et acheter de la nourriture pour les animaux.»

Les femmes de Ganinayel Bisnabe sont confrontées à un paradoxe qui n'est pas rare dans le Ferlo. Bien que leur village jouxte de vastes infrastructures hydrauliques construites par l'État, notamment un château d'eau, quatre abreuvoirs pour le bétail et une citerne, les personnes interrogées ont indiqué qu'un autre groupe sous-ethnique restreint l'accès à ces installations et que les puits sont de plus en plus épuisés par les villageois des zones environnantes qui y accèdent en premier :

«Il y a de l'eau ici, grâce au château d'eau, mais nous n'y avons pas accès. Nous devons parcourir 10 kilomètres pour aller chercher de l'eau dans des puits qui sont parfois vides quand nous y arrivons.»

«Il y a dix ans, nous pouvions prendre des jerricans et aller chercher de l'eau et tout allait bien. Mais depuis l'ouverture de la nouvelle infrastructure hydraulique, la situation est devenue plus difficile. [...] Ajoutez à cela les faibles pluies, et vous savez, pas de pluies signifie pas d'herbe pour les animaux. Le peu d'herbe qui pousse ne dure pas très longtemps.»

Parmi tous les villages placés sous sa responsabilité, un fonctionnaire local de la commune de Yang-Yang a décrit la situation particulièrement difficile des éleveur·se·s de la commune de Tessekere :

«Il n'y a pas d'eau, le couvert végétal est complètement terminé, et d'autres éleveurs du centre du Sénégal viennent jusqu'ici des régions de Kaolack et de Kafferine [pendant la saison des pluies] pour éviter de faire passer leurs troupeaux dans les champs des agriculteurs.»

Selon lui, au cours des deux ou trois dernières années, de nombreux·euses villageois·es ont tout simplement plié bagage et sont parti·e·s.

Les personnes interrogées à Dendoudji ont signalé des problèmes similaires à ceux de Ganinayel Bisnabe en ce qui concerne l'accès aux infrastructures d'eau et la concurrence pour les pâturages. Elles ont également exprimé leur frustration quant au fait que leurs hommes devaient quitter le village pour chercher de l'eau et des pâturages jusqu'à Kédougou, alors que des éleveur·se·s plus aisé·e·s des régions voisines venaient utiliser ces installations. Le surpeuplement des pâturages et des sources d'eau par des éleveur·euse·s externes limite encore la capacité de la communauté à exploiter efficacement ses ressources naturelles, ce qui renforce la vulnérabilité des femmes qui restent sur place.

5.2.4.2. Difficultés économiques et vulnérabilité

Pour les femmes qui restent dans les villages pendant que les hommes accompagnent les animaux dans leur migration saisonnière, le coût le plus élevé de l'immobilité est la perte de revenus. Une personne interrogée à Tessekere, une commune du département de Linguere, dans la région de Louga, a expliqué les effets de l'absence des hommes, en disant qu'elle s'étendait de deux mois traditionnellement à dix mois chaque année. Les femmes dépendent des revenus de leur mari, générés par leur migration, qui sont souvent insuffisants pour subvenir à leurs besoins :

«Nous vivons souvent de ce que nos maris nous envoient. Nous pouvons rester 15 jours sans eau.»

Les personnes interrogées ont expliqué que les femmes qui ont participé aux migrations saisonnières ont pu vendre des produits laitiers sur les marchés le long de la route, mais que celles qui sont restées sur place manquent d'animaux, de moyens de transport pour amener les marchandises sur les marchés, et que la demande est faible dans une région où les communautés ont tendance à produire juste ce qu'il faut pour répondre à leurs propres besoins. L'association des éleveuses de Barkedji a déclaré

«L'intérêt économique des femmes réside dans la production, la transformation et la vente du lait. Lorsque les troupeaux partent, elles n'ont plus rien à faire pour gagner de l'argent.»

Un fonctionnaire local s'est fait l'écho de ce point de vue :

«La femme qui suit les troupeaux est mieux lotie que celle qui reste en arrière. Économiquement et socialement. Le lait est important pour elle.»

La mobilité des hommes a donc un impact négatif sur la capacité des femmes à générer des revenus, comme l'a expliqué une personne interrogée à Nguer :

«Les femmes qui partent [en migration] gagnent plus d'argent que celles qui restent, car elles peuvent vendre le lait des brebis et des chèvres et exercer d'autres activités sur place. Mais nous ne pouvons pas gagner d'argent sans vendre des animaux. À part la vente d'animaux, nous n'avons rien à faire pour gagner de l'argent.»

5.2.4.3. Cohésion familiale perturbée

Outre cette contrainte économique, la séparation a un coût social et familial. Les personnes interrogées ont déploré les absences de plus en plus longues des hommes et se sont inquiétées de l'effet potentiel sur leurs mariages et leurs familles.

A Barkedji, l'une d'entre elles a déclaré :

«Il est très difficile pour une femme mariée de rester au village pendant 11 ou 12 mois sans voir son mari. C'est difficile.»

Des points de vue similaires sur l'effet conjugal de la mobilité ont été exprimés à Ganinayel Bisnabe, où une personne interrogée a plaisanté à demi-mot :

«Nous voulons les accompagner pour qu'ils n'épousent pas d'autres femmes plus jeunes ! Ces hommes, dès qu'ils voient une femme plus jeune, ils oublient les plus âgées.»

5.2.5. Systèmes de soutien dirigés par des femmes

L'immobilité forcée des femmes pendant les migrations saisonnières des hommes les oblige à s'adapter et à compter les unes sur les autres pour se soutenir. «Nos maris sont tous partis à la recherche de pâturages. C'est mon mari maintenant !», s'esclaffe une personne interrogée à Ganinayel Bisnabe, en désignant une femme assise à côté d'elle. Cette inter-dépendance communautaire transforme leur situation, leur permettant de surmonter les difficultés ensemble, mettant en évidence l'action face à une mobilité limitée.

Dans le village de Barkedji, moins isolé que les autres villages où les données de cette étude ont été recueillies grâce à sa proximité avec une route principale et un centre régional d'élevage de Dahra Djolof, les femmes sont capables de s'organiser efficacement pour s'entraider dans les moments difficiles. La commune de Barkedji, dans laquelle se trouve le village de Barkedji, s'enorgueillit d'une association d'éleveuses bien ancrée politiquement, qui compte près de 1,000 membres réparties dans des dizaines de villages. L'association fournit aux femmes de petites subventions et des formations pour des activités telles que les cultures vivrières, a investi dans un fonds d'entraide, aide à acheter des animaux pour ses membres et leur offre une assurance maladie. Elle a également servi de plateforme pour l'intégration des femmes dans la politique locale, une membre senior ayant été élue maire adjointe de la commune de Barkedji au début de 2024. Les relations qui se sont nouées entre ces femmes constituent une réponse volontaire à leur expérience commune de l'immobilité, car elles comptent davantage les unes sur les autres en l'absence de leurs pères et de leurs maris. En se soutenant mutuellement, elles créent un réseau qui atténue les effets négatifs de leur situation.

6. Conclusion

Cette étude de cas a mis en évidence les dynamiques de genre liées aux différents résultats de l'(im)mobilité découlant de l'évolution des schémas de migration saisonnière des éleveur·euse·s dans la région du Ferlo, au Nord du Sénégal. L'accès limité aux ressources, exacerbé par l'intensification des impacts du changement climatique et la gouvernance inéquitable des ressources, pousse les éleveur·euse·s à entreprendre des migrations saisonnières plus lointaines. Alors que les hommes sont contraints de voyager plus loin et plus longtemps, les femmes sont de plus en plus exclues des migrations saisonnières et restent à l'écart. À Kédougou, les hommes éleveurs accèdent à de nouvelles opportunités économiques qui améliorent leurs moyens de subsistance et leur permettent de s'adapter à ces changements, certains d'entre eux envisageant même de s'installer définitivement dans la région. Cependant, ils sont toujours confrontés à des défis environnementaux importants, notamment la déforestation, la pollution de l'eau et les conflits fonciers avec les agriculteur·ice·s, ce qui met en évidence leur vulnérabilité continue aux facteurs de stress environnementaux. D'autre part, les raisons de l'immobilité involontaire des femmes dans le Ferlo vont du manque d'influence sur la prise de décision à l'impératif culturel de maintenir les enfants à l'école. Les coûts pour les femmes qui restent sur place sont élevés et comprennent la perte de revenus et les tensions familiales liées à la séparation. L'immobilité forcée des femmes pendant les migrations saisonnières de leurs maris favorise la dépendance et le soutien de la communauté, comme en témoigne l'organisation des femmes éleveuses à Barkedji.

Les stratégies globales d'adaptation au changement climatique doivent tenir compte de ces divers impacts des changements climatiques et environnementaux sur les schémas de mobilité des éleveur·euse·s afin de soutenir efficacement les individus dans l'ensemble du spectre de la mobilité, de ceux et celles qui restent sur place à ceux et celles qui migrent. Dans le Ferlo, des mécanismes de gouvernance des ressources plus inclusifs peuvent promouvoir un accès équitable aux systèmes de gestion de l'eau existants, en particulier pour les femmes, et faire face aux coûts de l'immobilité en diversifiant les moyens de subsistance des femmes. En outre, ces stratégies devraient aider les éleveur·euse·s à faire face à de nouveaux défis environnementaux lors des migrations saisonnières lointaines et faciliter leur intégration dans les communautés d'accueil.

7. Annexe 1 - Description détaillée de l'échantillon

Entretiens avec des informateurs clés

Tableau 2. Liste des entretiens avec les principaux informateurs

#	Genre	Désignation	Date de l'entretien
1	M	Économiste ayant réalisé sa thèse sur la mobilité induite par le climat au Sénégal	mars 2024
2	F	Démographe affiliée à une institution internationale de recherche basée au Sénégal	avril 2024
3	M	Président d'une organisation de la société civile dédiée au développement rural	mars 2024
4	F	Sociologue supervisant le portefeuille des migrations dans un institut de recherche national	avril 2024
5	M	Chef de file des associations d'éleveur·euse·s du Ferlo	juillet 2024
6	F	Activiste de la société civile dans le Ferlo	juillet 2024
7	M	Data scientist spécialiste de l'imagerie satellitaire du climat sahélien	août 2024
8	M	Scientifique à la station régionale d'observation du climat	août 2024

Collecte de données primaires

Étape 1 - Zone destination urbaine/suburbaine (Kédougou)

Période : mi-juin 2024

Entretiens semi-structurés : 15 répondants

Sexe : 15 hommes

Âge: [31; 44] ans

Professions : 11 éleveurs, 3 agriculteurs, 1 fonctionnaire local

Tableau 3. Liste des personnes interrogées à Kédougou

#	Genre	Âge	Profession	Localisation
1	M	37	Maire	Madina Baffe
2	M	34	Agriculteur	Tomboronkoto
3	M	38	Agriculteur/agronome	Ville de Kédougou
4	M	38	Agriculteur	Ville de Kédougou
5	M	40	Eleveur	Bantaco (dans le village de Tomboronkoto)
6	M	34	Eleveur	Bantaco (dans le village de Tomboronkoto)
7	M	42	Eleveur	Daloto (dans le village de Missirah Sirimana)
8	M	41	Eleveur	Tambanoumouya (dans le village de Tomboronkoto)
9	M	42	Eleveur	Mako (dans le village de Tomboronkoto)
10	M	39	Eleveur	Ville de Kédougou
11	M	31	Eleveur	Bantaco (dans le village de Tomboronkoto)
12	M	31	Eleveur	Bandafassy
13	M	44	Herder	Bagnomba (dans le village de Tomboronkoto)
14	M	~40	Herder	Noumoufoukha (dans le village de Madina Baffe)
15	M	~30	Herder	Ville de Kédougou

Discussions de groupe : 35 participant·e·s

FGD.1: Dindéfello

Participant·e·s : 18 (14 hommes ; 4 femmes) Âge: [25 à 50] ans Profession : Agriculteur·ice·s

FGD.2: Badon

Participant·e·s : 17 (11 hommes ; 6 femmes) Âge: [30 à 50] ans Profession : Agriculteur·ice·s
Discussions de groupe : 35 participant·e·s

Étape 2 - Zone rurale d'origine (Ferlo)

Période : mi-juin 2024

Entretiens semi-structurés : 8 répondant·e·s

Sexe : 6 hommes et 2 femmes Âge : [33 ; 54] ans Professions : 4 éleveur·euse·s, 4 fonctionnaires locaux

Tableau 4. Liste des personnes interrogées dans le Ferlo

#	Genre	Âge	Occupation	Localisation
16	F	52	Eleveuse	Barkedji
17	M	54	Eleveur	Barkedji
18	F	~50	Adjointe au maire	Barkedji
19	M	~50	Secrétaire	Barkedji
20	M	43	Sous-préfet adjoint	Yang-Yang
21	M	54	Eleveur	Daara Djolof
22	M	33	Eleveur	Daara Djolof
23	M	52	Le maire	Tessekere

Discussions de groupe : 75 participant·e·s

FGD.3: Nguer

Participant·es : 20 femmes Âge: [~20; ~60 ans] Profession : Éleveurs

FGD.4: Tessekere

Participant·es : ~25 femmes Âge: [~20 ; ~60 ans] Profession : Éleveurs

FGD.5: Dendoudji

Participant·es : ~30 (25 femmes ; 5 hommes) Âge: [~20 ; ~60 ans] Profession : Éleveur·euse·s

Total : 133 participant·e·s :

- 110 lors des FGD ; 23 entretiens semi-structurés
- 51 hommes ; 82 femmes
- 90 éleveur·euse·s ; 38 agriculteur·ice·s ; 5 fonctionnaires locaux·ales



MMC est un réseau mondial engagé dans la collecte de données, la recherche, l'analyse et le développement de politiques et de programmes sur la migration mixte, avec des centres régionaux en Afrique, en Asie et dans le Pacifique, en Europe et en Amérique latine, et une équipe mondiale basée à Copenhague, Genève et Bruxelles.

Le MMC est une source majeure de données, de recherches, d'analyses et d'expertise indépendantes et de haute qualité. Le MMC a pour objectif d'améliorer la compréhension des migrations mixtes, d'avoir un impact positif sur les politiques migratoires mondiales et régionales, de fournir des réponses de protection fondées sur des données probantes pour les personnes en déplacement et de stimuler la réflexion dans les débats publics et politiques sur les migrations mixtes. Le MMC met l'accent sur les droits de l'homme et la protection de toutes les personnes en déplacement.

Le MMC fait partie du Conseil danois pour les Réfugiés (DRC).

Pour plus d'informations, visitez : mixedmigration.org.

Suivez-nous sur BlueSky @mixedmigration.org, X @Mixed_Migration,

et LinkedIn @mixedmigration-centre. Abonnez-vous à la [newsletter](#) du MMC.